

Committee on the Application of Standards

C.App./PV.16

Commission de l'application des normes

7.06.16

Comisión de Aplicación de Normas

105th Session, Geneva, May–June 2016 105^e session, Genève, mai-juin 2016 105.^a reunión, Ginebra, mayo-junio de 2016

Warning: this document is a draft and may contain omissions or errors. It is made available solely for the purpose of verification and correction. Persons referred to in this document are not to be regarded as bound by statements attributed to them. The ILO declines all responsibility for any errors or omissions which this document may contain, or for any use which may be made of it by third parties.

Avertissement: ce document est un projet, qui peut comporter des omissions ou des erreurs et n'est rendu public qu'à des fins de vérification et de rectification. Les mentions contenues dans ce document provisoire n'engagent pas les personnes dont les propos sont rapportés. La responsabilité du BIT ne saurait être engagée à raison des éventuelles erreurs et omissions entachant ce document, ou de l'utilisation qui pourrait en être faite par des tiers.

Advertencia: el presente documento es un proyecto y puede contener omisiones o errores. Sólo se publica a efectos de comprobación y rectificación. Las declaraciones que se atribuyen en el presente documento provisional a las personas citadas en él no comprometen su responsabilidad. La OIT queda exenta de toda responsabilidad respecto de cualquier error u omisión que pudiera figurar en el presente documento o que pudiera derivarse del uso del documento por terceros.

**20th sitting, 7 June 2016, 3 p.m.
20^e séance, 7 juin 2016, 15 heures
20.^a sesión, 7 de junio de 2016, 15 horas**

Chairperson: Ms Cecilia Mulindeti-Kamanga

**Discussion of individual cases (cont.)
Discussion des cas individuels (suite)
Discusión sobre los casos individuales (cont.)**

**Discrimination (Employment and Occupation)
Convention, 1958 (No. 111) (cont.)**

Czech Republic (ratification: 1953) (cont.) **The Government representative (Mr POKORNY)** assured the Committee that the opinions expressed in the Committee would be brought to the attention of the relevant authorities. He wished to make a few short remarks in response to certain points raised. Concerning anti-union discrimination, the Government had brought the opinions of the ILO supervisory bodies to the attention of the supreme national tripartite authority on two separate occasions, in 2011 and 2013. However, no specific follow-up had been decided upon on those occasions. After the new Government had been formed in 2014 following the general elections, the intra-governmental discussion had been resumed with the resulting decision mentioned in the opening statement. The

Government representative acknowledged that the outcome was neither an adopted law nor a bill in Parliament, but emphasized that it was a first formal step in the legislative process, made in direct connection with the comments of the Committee of Experts. As regards the suggestions on the relevance of the Screening Act, which dealt with those persons actively engaged with the Communist regime before 1989 as members of the upper echelons of the Communist Party or its repressive apparatus, he informed the Committee that the last motion to abolish the Screening Act had been soundly rejected by the Chamber of Deputies in February 2014. Thus it was evident that the Parliament, which was the only body with the constitutional competence to abolish laws in the Czech Republic, considered the Screening Act to be still relevant, even 25 years after its adoption. Finally, as had been pointed out, the situation of the Roma was a multifaceted issue and the Government had strived and would still strive to continue its efforts in fighting daily discrimination and social exclusion.

Les membres employeurs ont remercié le gouvernement pour les informations écrites et orales qu'il a communiquées. En ce qui concerne la législation nationale anti-discrimination et la liste légale des motifs protégés, ils ont insisté pour que le gouvernement communique des informations à la commission d'experts, sur l'application des principes de la convention dans la pratique, en particulier par la jurisprudence nationale.

Tout en prenant note des éléments d'information relatifs à la nouvelle loi de 2014 organisant la fonction publique, ils ont recommandé au gouvernement d'examiner l'abrogation de la «loi de filtrage» en suivant l'exemple du gouvernement slovaque qui l'a récemment abrogée. Entre-temps, le gouvernement est invité à transmettre de plus amples informations pratiques par écrit, en particulier sur les postes pour lesquels un certificat de filtrage est exigé et délivré ainsi que sur les fonctions liées à l'élaboration de la politique gouvernementale. Les membres employeurs ont donc rejoint les conclusions de la commission d'experts à ce sujet, tout en stimulant le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour adapter sa législation.

S'agissant de l'intégration socio-économique des populations roms qui demeure une problématique complexe, ils ont pris note avec satisfaction de l'exposé du gouvernement concernant les multiples projets développés pour mettre fin aux discriminations envers ces populations. Il reste cependant difficile d'en mesurer l'impact concret. C'est la raison pour laquelle, il est important que le gouvernement transmette davantage d'informations concernant l'impact concret de ces mesures. Enfin, il convient de souligner l'intérêt de déposer en temps utile les informations demandées et de fournir des données concrètes et pertinentes, afin de pouvoir évaluer les progrès effectifs en droit et dans la pratique.

Les membres travailleurs ont constaté à l'issue des discussions que le gouvernement s'engage avec sérieux dans les réformes de sa législation nationale afin de la conformer à la convention. Toutefois de nombreuses recommandations passées de la commission n'ont pas été suivies.

Le gouvernement devra réformer, en concertation avec les partenaires sociaux, sa législation anti-discrimination de manière à revenir au niveau de protection prévu avant la réforme de 2006. A cet égard, ils se sont référés à l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales (paragr. 808) dans laquelle la commission d'experts rappelait que «Dans certains pays, l'adoption d'une nouvelle législation du travail a entraîné la suppression de la protection qui existait auparavant contre des discriminations fondées sur des motifs supplémentaires, ce que la commission estime préoccupant. Dans de tels cas, elle a demandé aux gouvernements de consulter les représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres organismes appropriés concernant ces motifs supplémentaires en vue de maintenir le niveau de protection antérieur.» Il convient ainsi de prévoir à nouveau explicitement la protection contre la discrimination basée sur les motifs suivants: le statut matrimonial ou familial, les responsabilités familiales, la conviction politique et l'appartenance à un parti politique, à une organisation syndicale ou à une organisation d'employeurs. Afin de favoriser la lisibilité des textes et la sécurité juridique de ceux-ci,

l'ensemble des motifs devrait être explicitement repris dans le Code du travail et non consacré en renvoyant vers une autre législation.

Une fois la protection contre la discrimination renforcée, le gouvernement devra s'assurer que le principe de l'interdiction de discrimination est effectivement appliqué. Ceci pourra se faire par la mise en place des organismes de promotion, d'analyse et de contrôle de la bonne application du principe de non-discrimination, en collaboration avec les partenaires sociaux. Les personnes victimes de discrimination doivent également pouvoir bénéficier de la possibilité de faire valoir leur droit à la non-discrimination et d'obtenir réparation. En outre, la loi sur le filtrage doit être abrogée ou rendue conforme à la convention. Si cette loi n'est pas abrogée, le gouvernement devra communiquer à la commission d'experts toutes les informations nécessaires afin qu'elle puisse examiner la conformité avec la convention, notamment des informations sur les fonctions précises auxquelles s'applique la loi sur le filtrage.

Les membres travailleurs ont conclu en encourageant le gouvernement à poursuivre ses efforts d'intégration des populations roms et à faire rapport de manière régulière des résultats obtenus en la matière à la commission d'experts. En vue de réaliser tous ces objectifs, le gouvernement devrait accepter l'assistance technique du BIT.

(...)

Convenio sobre la política del empleo, 1964 (núm. 122)

República Bolivariana de Venezuela (ratificación: 1982). Un **representante gubernamental (Sr. RIVERO)** reafirmó el compromiso del Gobierno con el cumplimiento de los Convenios de la OIT ratificados. Destacó que es la primera vez que se llama al Gobierno con motivo del Convenio núm. 122. El Gobierno, ya aportó la información que fue requerida en relación al cumplimiento del Convenio, a través de la memoria presentada en el año 2015, que da cuenta de una política de empleo sostenida en el tiempo que ha favorecido a los venezolanos desde 1999.

No se justifica que se haya incluido al Gobierno en la lista de casos a ser considerados en la Comisión, tomando en cuenta que la Comisión de Expertos no señaló ningún incumplimiento, sino que tomó nota y dejó constancia de las informaciones oportunamente brindadas por el Gobierno y que, sobre algunos aspectos, sólo se ha limitado a solicitar ejemplos o informaciones adicionales. La Comisión no debería ocuparse de conocer ejemplos y simples solicitudes de información, más aun cuando no se está señalando un incumplimiento por parte del Gobierno. El mecanismo regular para aportar información adicional y ejemplos sobre la aplicación del Convenio, sería mediante la próxima memoria que se presentará oportunamente. Lamentó constatar que la justificación de incluir a su país tiene un trasfondo político y la satisfacción de intereses particulares, lo cual es contrario a la objetividad, transparencia e imparcialidad que ha de regir en todas las instancias de la OIT. Quienes presionaron para que la República Bolivariana de Venezuela comparezca ante esta Comisión, no les interesa lo que tiene que exponer el Gobierno sobre el Convenio sino que tienen como objetivo cuestionar a un gobierno que fomenta la inclusión social y rompe los esquemas de explotación laboral. Pese a que un sector de los empleadores siga insistiendo en que comparezca la República Bolivariana de Venezuela ante la Comisión, adicionando quejas y casos y utilizando mal los mecanismos de control de la OIT, no lograrán que el Gobierno privilegie intereses privados, capitalistas y particulares, en perjuicio de la clase trabajadora y del pueblo venezolano. Por otro lado, en el informe de la Comisión de Expertos se señalan alegatos e informaciones presentadas por un sector de los empleadores sobre una supuesta ausencia de planes de empleo, y se mencionan cifras que el Gobierno desconoce. A los fines de evitar distraer a esta Comisión y a la Comisión de Expertos, deberían solicitarse precisiones, datos y pruebas a quienes presenten argumentos sobre el incumplimiento de un Convenio, ya que así se actuaría con objetividad y transparencia y no se lesionaría el derecho a la defensa de los gobiernos llamados a comparecer ante la Comisión.

No obstante lo anterior, el representante gubernamental pasó a aportar información actualizada sobre la política del empleo en el país. Para el año 1999, cuando se inició el Gobierno bolivariano, la tasa de desocupación en la República Bolivariana de Venezuela era del 10,6 por ciento. Esta tasa para el cierre del año 2015, producto de las políticas de empleo, disminuyó a 6,7 por ciento. A partir del año 2003, luego del golpe de Estado y del sabotaje petrolero liderado por un sector de los empleadores del país, y con motivo de la intensa política de empleo, la economía informal en la República Bolivariana de Venezuela disminuyó del 52,4 por ciento, a 40,1 por ciento para diciembre del año 2015. De cada cuatro empleos creados, tres han sido en el sector formal de la economía. Para el año 2000 existían en el país más de 4 millones de trabajadores en el sector formal y para el año 2015 esta cifra se ubicaba en más de 7,8 millones de trabajadores. Esto quiere decir que en el período de 1999 a 2015, el mercado laboral ha incorporado a más de 3 millones de trabajadores en el sector formal, lo que hoy representa aproximadamente el 60 por ciento de la población ocupada.

Respecto al empleo juvenil, el Gobierno promueve la inclusión social y educativa, y la inserción laboral y socioproductiva de esta población. La tasa de desocupación de la población juvenil disminuyó del 23,7 por ciento en el año 2002, a 9,1 por ciento en el año 2015. Cada diez jóvenes que están desocupados, seis se encuentran estudiando; lo que significa que la mayoría de la población juvenil desocupada del país es población estudiantil y que el Gobierno ha logrado aumentar en un 71,1 por ciento la población juvenil estudiantil. Asimismo, en la República Bolivariana de Venezuela existen programas que desarrollan una política de formación y capacitación laboral para los jóvenes. El Instituto Nacional de Capacitación y Educación Socialista (INCES), forma de manera permanente en todo el país, jóvenes para su inserción en el mercado de trabajo. En el año 2016 se van a formar 50 000 jóvenes en distintas áreas laborales. Además, la Misión Saber y Trabajo hasta la fecha ha capacitado a más de 1 millón de ciudadanos que se han insertado en el sistema económico y productivo de la nación. Todos estos resultados y las cifras reseñadas son el producto de las

políticas de empleo e inclusión social implementadas en el país, que han fortalecido el sector productivo nacional, aumentado los niveles de ocupación formal y generado nuevos puestos de trabajo.

Por otra parte, en cuanto a los ejemplos concretos solicitados en el informe de la Comisión de Expertos referidos a la participación de los interlocutores sociales, se destaca que tal como ya ha sido informado a la OIT, a principios de 2016 se creó en la República Bolivariana de Venezuela el Consejo Nacional de Economía Productiva (CNEP), una instancia de diálogo y concertación para analizar, debatir y proponer líneas de acción para el desarrollo de la economía en el país y la generación de nuevos empleos y así superar la baja en los precios del petróleo y la coyuntura económica actual. En él participan, entre otros, representantes del Gobierno, de los trabajadores y de los empleadores, específicamente representantes de empresas públicas y privadas y de cámaras y federaciones, quienes se han mostrado satisfechos con las acciones que se han venido implementando. El CNEP abarca el desarrollo de áreas económicas estratégicas en la República Bolivariana de Venezuela. A través de este importante órgano de diálogo y concertación, más del 90 por ciento de los empresarios y representantes del sector productivo público y privado del país, mantienen un diálogo permanente con el Gobierno a fin de aumentar la producción de bienes y servicios, impulsar la economía y generar empleos en la República Bolivariana de Venezuela. En cifras, en el marco de las 15 áreas estratégicas del Consejo, se han realizado más de 300 reuniones de trabajo, han participado más de 3 800 actores económicos y productivos; y se han generado cientos de propuestas, de las cuales se viene trabajando en la implementación de más de 150 propuestas vinculadas al desarrollo económico y productivo nacional.

Al finalizar el representante gubernamental observó que la participación del Gobierno ante la Comisión únicamente se realiza a los fines de tratar lo referido al Convenio núm. 122. Solicitó que el debate se circunscriba a la temática del Convenio y que se hagan cumplir las normas de procedimiento que rigen para la Comisión. Si se tratasen temas vinculados a otros

Convenios o asuntos distintos que cursan ante otros órganos de control de la OIT, ello estaría fuera de orden.

Les membres travailleurs ont souligné que le Venezuela traverse actuellement une période très difficile de son histoire. Le gouvernement est confronté à d'immenses défis, en particulier en matière de reprise économique. Quelles que soient leurs convictions politiques, il importe de souligner que les travailleurs et leurs familles subissent une crise dont ils ne sont pas responsables. S'il est vrai que l'impasse politique actuelle peut profiter à certains groupes, on ne peut toutefois nier que les citoyens ordinaires sont les plus touchés par une nette dégradation de leur niveau de vie. En ces temps difficiles, l'ensemble de la classe politique du pays, tous partis confondus, devrait se montrer à la hauteur de la situation et résister à la tentation d'utiliser ce mécontentement à son propre avantage politique. Il est de ce fait important que toutes les parties recherchent des solutions par la voie du dialogue et du consensus au lieu de tenter d'attiser l'agitation et la violence sociales. Depuis de nombreuses années, le Venezuela veut faire du dialogue social constructif l'un des piliers de la recherche de consensus, et placer les opinions divergentes de chacun au centre du débat. La structure tripartite de l'OIT offre un excellent moyen de faciliter le dialogue social et de parvenir à un consensus.

S'agissant de l'application de la convention, d'après les renseignements communiqués par le gouvernement, le taux de chômage est passé de 10,6 pour cent en 1999 à 5,5 pour cent en 2015. Le gouvernement souligne également que sa politique d'emploi s'inscrit dans la droite ligne des actions visant à réduire la pauvreté, et prévoit une stratégie de prestation de services publics en matière d'éducation et de soins de santé. Toutefois, d'un point de vue économique, la situation actuelle de stagnation, d'hyperinflation, de pénurie alimentaire et de désindustrialisation a des répercussions négatives sur le niveau de vie et la qualité de l'emploi. Selon la banque centrale du Venezuela, l'inflation annuelle s'élevait à 141,5 pour cent en 2015, un chiffre qui s'explique essentiellement par les prix de l'alimentation. Globalement, ces derniers ont augmenté de 254,3 pour cent en 2015, un taux qui dépasse

largement les augmentations de salaire à tous égards. Les hausses de prix des denrées alimentaires de base affectent tout particulièrement les travailleurs pauvres, qui leur consacrent généralement une part plus importante de leurs revenus.

En ce qui concerne la désindustrialisation, à long terme, la résolution des difficultés économiques passera par une diversification de l'économie afin que celle-ci ne repose plus uniquement sur la production de pétrole. On estime que le secteur pétrolier représente à lui seul 96 pour cent des recettes totales d'exportation du pays, un chiffre qui souligne un peu plus la nécessité d'intégrer la planification macroéconomique dans les politiques d'emploi. Cependant, il est encore difficile de savoir si une telle approche sera envisagée par le gouvernement en vue d'atteindre les objectifs de la convention.

Par rapport à la question des travailleurs employés dans l'économie informelle, d'après les chiffres officiels, 41,2 pour cent de la population active travaillaient dans le secteur informel en janvier 2015, soit une baisse de 10,4 pour cent par rapport à la même période, il y a onze ans, et entre 2000 et 2014, un tiers des nouveaux emplois créés provenaient du secteur formel. Cette question est particulièrement pertinente dans le contexte de l'adoption de la recommandation n° 204 concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. L'un des éléments centraux de cette recommandation porte sur la mise en œuvre d'un cadre global de politiques de l'emploi visant à aider les ménages à faible revenu à sortir de la pauvreté, telles que des salaires minima, des régimes de protection sociale, y compris des allocations monétaires, des programmes publics d'emploi et des services de l'emploi qui atteignent davantage et mieux les personnes opérant dans l'économie informelle. Tout en apprenant la réduction du nombre de travailleurs dans le secteur informel, les membres travailleurs ont estimé qu'il reste encore beaucoup à faire et ont appelé le gouvernement à appliquer les dispositions de cette nouvelle norme de travail.

Concernant l'emploi des jeunes, le taux de chômage publié par l'Institut national de statistique au cours du deuxième semestre de 2013 était de 12,8 pour cent. Toutefois, d'après les chiffres fournis par l'OIT en 2012, le nombre total de jeunes se trouvant en situation de

difficulté en raison de la pauvreté s'élevait à 500 000, dont 157 000 vivant dans un ménage disposant de revenus juste suffisants pour couvrir le coût du panier alimentaire de base. De plus, un déséquilibre est observé dans la proportion de jeunes au sein de la population active selon le revenu. Ainsi, en 2012, le taux de chômage des jeunes actifs à revenu intermédiaire et supérieur était de 28,8 pour cent, mais il atteignait 50,7 pour cent chez ceux à faible revenu. Par ailleurs, même lorsqu'ils ont la chance d'avoir un emploi formel, les jeunes travailleurs vénézuéliens sont généralement employés dans les services, en majorité dans le commerce de détail, un secteur à faible productivité où les emplois créés sont souvent précaires.

L'article 3 de la convention dispose clairement que «les représentants des employeurs et des travailleurs devront être consultés au sujet des politiques de l'emploi, afin qu'il soit pleinement tenu compte de leur expérience et de leur opinion, qu'ils collaborent entièrement à l'élaboration de ces politiques et qu'ils aident à recueillir des appuis en faveur de ces dernières». La question du manque de dialogue social au Venezuela a été portée à l'attention de la présente commission à de nombreuses reprises. Il convient de souligner que la crise économique qui sévit actuellement au Venezuela ne pourra être surmontée que si les partenaires sociaux sont associés aux décisions relatives à la politique de l'emploi. C'est la raison pour laquelle les employeurs ont salué l'accord conclu en mars, lors de la dernière session du Conseil d'administration, par lequel le gouvernement s'est engagé à respecter un calendrier précis de réunions avec les représentants des employeurs et des travailleurs. Pour conclure, les membres travailleurs ont espéré que cette démarche aboutisse à des avancées concrètes, conformément aux objectifs fixés dans le programme de travail convenu, afin de garantir que les normes de l'OIT soient appliquées et contrôlées avec la participation des employeurs et des travailleurs.

Los miembros empleadores agradecieron la presencia del Ministro en representación de la República Bolivariana de Venezuela y la información suministrada a la Comisión. Es la primera vez que se presenta el Gobierno a responder a las observaciones vinculadas con

el Convenio que se le han dirigido en 14 oportunidades. Se trata de un Convenio prioritario, distinto a los convenios fundamentales, pero uno de los cuatro grandes Convenios que se ocupa de la política activa de empleo que deriva en el bienestar económico y social. De ello deriva la trascendencia de discutir el tema. No ha sido un capricho incluir este caso como lo ha planteado el Gobierno. Hay razones claramente justificadas para considerar este caso. Los indicadores sociales hacen necesario que esta Comisión haga un llamado al Gobierno al diálogo social. Cuando los empleadores consideran un caso, no lo hacen en base a una pretensión de intereses privados sino que lo hacen independientemente de la línea ideológica o política que pueda tener el Gobierno. Es el propósito de esta Comisión evaluar resultados independientemente de cualquier línea ideológica y política. Y es por ello importante entender de qué trata el Convenio.

El Convenio está inspirado en la Constitución de la OIT y en la Declaración de Filadelfia, en particular en la búsqueda para fomentar en todas las naciones del mundo programas que permitan el pleno empleo, la elevación del nivel de vida de las poblaciones, y la garantía de un salario adecuado para los trabajadores. En la propia Declaración de Filadelfia se indica que incumbe a la OIT examinar y considerar los efectos de las políticas económicas y financieras sobre la política de empleo que se adopte por parte de los Estados. El Convenio contiene distintas líneas de acción. Los artículos 1 y 2 hacen referencia a la necesidad de establecer políticas activas que estimulen el crecimiento y el desarrollo. También prevé elevar el nivel de vida y resolver problemas de desempleo con el fin de buscar el pleno empleo productivo y libremente elegido. El artículo 2 hace referencia a la necesidad de revisar regularmente las medidas adoptadas de manera que se coordinen las políticas económicas y sociales. Por último el Convenio hace referencia especial al diálogo social, y precisamente en materia de empleo, hace un llamado para que los representantes de los trabajadores y de los empleadores sean plenamente consultados y se busque la plena concertación.

Los datos macroeconómicos y laborales en la República Bolivariana de Venezuela son preocupantes. En el año 2014 la economía decreció en el 4,3 por ciento, en 2015 el 5,6 por ciento y se estima que este año decrecerá el 8 por ciento. Ante esta situación hay que tomar medidas contracíclicas para superarla, por ejemplo, en materia fiscal, crediticia o macroeconómica. Los miembros empleadores expresaron que les gustaría conocer más información sobre las medidas contracíclicas que haya adoptado o prevea adoptar el Gobierno. El ingreso per cápita es actualmente de unos 202 dólares por año. Esta es una cifra que está por debajo de los indicadores internacionales para medir el nivel de pobreza. Hay un déficit fiscal del 20 por ciento. La inflación del 337,4 por ciento anual es la más alta del mundo. Las inevitables consecuencias de la inflación se ven reflejadas en las tendencias crecientes de la pobreza. De acuerdo con una encuesta independiente sobre las condiciones de vida — porque no hay cifras oficiales — las tendencias que se ven reflejadas muestran un incremento inusitado de la pobreza. Esto desestimula la inversión con efectos directos en la generación de empleo.

No hay un estímulo para poder sobrepasar las variaciones que presenta la inflación. Hay un congelamiento en el nivel de la contratación de los trabajadores y esto estimula las actividades informales, como efectivamente se viene suscitando en los últimos años. Cuando no hay un abastecimiento suficiente de dólares para hacer comercio exterior, se presenta el desabastecimiento y en consecuencia no hay suministro de los bienes básicos de los venezolanos en los supermercados. Las largas filas en los comercios para obtener alimentos han llevado al incremento incluso de los niveles de violencia. Todo estos elementos son la muestra de que hay una situación grave en la República Bolivariana de Venezuela que requiere hacer ajustes rápidos y que por supuesto también requiere llevar adelante un diálogo social que incluya a las organizaciones más representativa, como lo son FEDECAMARAS y la Confederación de Trabajadores de Venezuela (CTV) que están incluidas en este caso. Con estas reflexiones los miembros empleadores invitaron al Gobierno a que abra sus puertas al diálogo con organizaciones representativas de trabajadores y de empleadores. Para ello le

solicitaron que amplíe sus compromisos que ha contraído en el pasado. El último de ellos fue en el mes de marzo ante la OIT, en donde a partir del 4 abril de 2016, se suponía que habría un nuevo diálogo con las organizaciones más representativas, pero que hasta la fecha no se ha producido.

Un miembro trabajador de la República Bolivariana de Venezuela (Sr. LOPEZ) expresó su asombro por la inclusión en la lista, a instancias de los empleadores, del caso de la República Bolivariana de Venezuela por el supuesto incumplimiento del Convenio, dado que el país viene cumpliendo un proceso acelerado de mejoramiento de los indicadores sociales, a partir de los cambios iniciados en 1999. Ese proceso ha llevado a la disminución acelerada de los índices de pobreza y a la disminución de la tasa de desempleo a valores permanentes entre 5 y 6 por ciento.

Un sector de los empleadores venezolanos agrupados en FEDECAMARAS, ha desarrollado un sabotaje económico, cuyo objetivo último es el desplazamiento del poder de la revolución bolivariana. Para cumplir su objetivo, algunos empleadores en la República Bolivariana de Venezuela, han venido reduciendo la producción de bienes y servicios fundamentales para el pueblo, bajo el argumento de que el Gobierno no les proporciona las divisas para la importación de insumos y materia prima necesaria para mantener sus procesos productivos. Ello, pese a que esas empresas han recibido miles de millones de dólares destinados a esos fines. Ante el cierre de empresas por parte de algunos empleadores representados por FEDECAMARAS, el Gobierno ha realizado procedimientos de abordaje de las plantas cerradas para procurar su reapertura, restableciendo la producción y protegiendo los puestos de trabajo. Este sector empleador, pretende echar a la calle a miles de trabajadores, pero por otro lado acude a la Comisión a denunciar al Gobierno por que no garantiza el empleo. Por otra parte, representantes de FEDECAMARAS han solicitado la derogación de la Ley Orgánica del Trabajo, de los Trabajadores y las Trabajadoras vigente en la República Bolivariana de Venezuela desde 2012, que es conocida mundialmente por sus contenidos profundos de garantía de derechos de los trabajadores. El orador planteó la

cuestión de quién sanciona a los empleadores que sabotean la economía reduciendo la producción y que descaradamente pretenden burlarse de la aplicación de las leyes laborales, y de quién le exige a los empleadores cumplir con los Convenios.

Por el contrario, otro sector importante de los empleadores afiliados a FEDECAMARAS, sí participa en la incentivación y crecimiento del aparato productivo venezolano, generando crecimiento del empleo y fortaleciendo la producción. Esta instancia de diálogo tripartito es el Consejo Nacional de Economía Productiva (CNEP), donde también participan los trabajadores agrupados en la Central Bolivariana Socialista, empleadores productivos y el Gobierno, y discuten los planes de inversión, nuevos empleos, inversión en divisas y facilidades para la exportación del sector privado y empresas del Estado. Subrayó que, en contraste con la cúpula de FEDECAMARAS, parte de los empleadores afiliados a la misma, mantienen relaciones de cooperación con los trabajadores, aun a pesar de las diferencias ideológicas y políticas que pudieran existir, fortaleciendo el diálogo social. La organización sindical mayoritaria, la Central Bolivariana Socialista de Trabajadores y Trabajadoras de Venezuela, ha sido tajante en manifestarle al Gobierno su negativa a reunirse con el sector empleador representado en la cúpula de FEDECAMARAS y su total disposición a mantener relaciones armoniosas con quienes sí están dispuestos a producir en el país, respetando los derechos de los trabajadores y la vigencia plena de las normas de la OIT.

El orador finalizó afirmando que la República Bolivariana de Venezuela tiene una política clara de generación y aumento de la productividad y del empleo estable, y cuenta con el CNEP, organismo tripartito que permite lograr acuerdos en las políticas macroeconómicas y sociales fundamentales. Rechazó los ataques de los empleadores contra el Gobierno, cuyas políticas laborales y sociales están enmarcadas en el Convenio.

Otro miembro trabajador de la República Bolivariana de Venezuela (Sr. DIAZ) expresó su sorpresa, al ver nuevamente su país en la lista de los países que son llamados a la verificación de los convenios ratificados. Nuevamente FEDECAMARAS y sus aliados se

plantean como un objetivo político seguir generando situaciones de desestabilización y pretenden acabar con un gobierno obrero, que ha desarrollado avances importantes en materia social pero sobre todo en lo que se refiere al Convenio núm. 122. La República Bolivariana de Venezuela es una referencia en materia del empleo digno, trabajo decente, empleo juvenil y el aumento de la calidad de vida del pueblo. El nivel de desempleo actualmente es de 7,1 por ciento. Las políticas de empleo se han fortalecido desde la llegada al poder de la revolución bolivariana, y todas las políticas de inclusión social desarrolladas por el ex Presidente Hugo Chávez tenían como objetivo la justicia social y la mejora de la calidad de vida del pueblo, como lo refleja la Ley Orgánica del Trabajo, de los Trabajadores y de las Trabajadoras, la más avanzada en materia de justicia social y garantías de los derechos consagrados en los convenios de la OIT. FEDECAMARAS ha ido en contra de esa ley y va en contra de todas las políticas desarrolladas desde la revolución, al punto de pretender chantajear al Gobierno para derogar ese instrumento a cambio de entablar un diálogo, que ha venido evadiendo desde que es parte activa en la guerra económica. El Presidente Nicolás Maduro en reiteradas oportunidades ha hecho llamados a todos los que estén dispuestos a participar para apoyar y cooperar a los fines de enfrentar las dificultades que vive el país, y lamentablemente parte del sector empleador se hace a un lado. FEDECAMARAS prefiere seguir jugando con la suerte del pueblo. El país está atravesando momentos difíciles en materia económica. La clase obrera está en medio de una guerra económica que la lleva a enfrentar duras situaciones, en una lucha contra los grandes capitales privados internos y externos que se han puesto de espaldas al pueblo, y buscan la intervención extranjera generando una conmoción interna. La clase obrera venezolana está dispuesta a luchar por los grandes logros obtenidos en la revolución.

La miembro empleadora de la República Bolivariana de Venezuela (Sra. PEREZ) consideró que el Gobierno incumple la obligación prevista en el Convenio de consultar a los representantes de los empleadores y trabajadores, para formular la política de empleo. FEDECAMARAS, a pesar de su incuestionable representatividad, no es consultada por el

Gobierno a ningún efecto desde hace diecisiete años. Además, la supuesta consulta amplia con todos los sectores, alegada por el Gobierno, no se ha hecho nunca de manera formal ni se ha documentado.

El Gobierno falla en el establecimiento de una política de empleo coordinada, que permita a quienes busquen trabajo, emplearse de acuerdo a su capacidad, en aquella actividad productiva que elijan libremente, y obtener de ella los ingresos que le permitan una vida digna. El país presenta dos años consecutivos de recesión económica, con una caída del producto interno bruto de casi 10 por ciento. La inflación oficial de 2015 fue de 180 por ciento, la más alta en la historia del país. El poder adquisitivo de los venezolanos se ha pulverizado. El salario mínimo del trabajador al presente está cerca de 27 dólares de los Estados Unidos mensuales, lo que equivale a 92 centavos de dólar de los Estados Unidos diarios. Se requerirían casi 14 salarios mínimos para cubrir la canasta básica. Se está lejos de un ingreso diario de 1,25 dólares de los Estados Unidos por día, que se suele tomar como indicador de pobreza extrema. Por otra parte, el 60 por ciento del ingreso mínimo mensual obligatorio carece de naturaleza salarial y no genera los beneficios de la protección social. El empleo formal del sector privado acusó una fuerte disminución. Hasta marzo de 2016, se habían perdido 282 400 empleos formales. El número de empleadores se redujo en 110 000 en 2015. La ausencia de una política coherente de empleo en la República Bolivariana de Venezuela ha traído un enorme incremento de la pobreza. El índice de pobreza pasó de 53 por ciento en 2014 a 76 por ciento en 2015, y la pobreza extrema se duplicó, pasando de 25 por ciento en 2014 a 53 por ciento en 2015. En el sector de alimentos, la producción bajó un 22 por ciento de enero a abril. Gran número de plantas productoras de alimentos están inoperativas por falta de materias primas, con riesgo de perder 200 000 empleos directos adicionales y 1 millón de empleos indirectos, sólo en el sector de alimentos. Adicionalmente, las fallas en los servicios públicos de electricidad y agua, impactan la operatividad de las empresas, al suspender sus actividades en las horas de racionamiento fijadas por el Gobierno. Además, al sector privado se le asfixia con el control de precios, se le persigue y se le

criminaliza, no se le asignan las divisas para adquirir las materias primas para producir y se le obliga a vender a pérdida. La situación se agravó más aun cuando, a partir de enero de 2016, el Gobierno decretó un Estado de excepción por emergencia económica que suspende las garantías constitucionales en materia económica por 240 días, despreciando la consulta formal con los poderes públicos legítimamente constituidos y con los actores sociales.

Todo ello muestra que no existe una política sana para fomentar el empleo decente en la República Bolivariana de Venezuela y, mucho menos, se cumple con el diálogo que exige el Convenio. En marzo de 2016, el Gobierno presentó ante la OIT una propuesta para conformar la mesa de diálogo y un cronograma de reuniones. Sin embargo, a la fecha, no se ha celebrado la primera reunión a pesar de haber insistido en ello FEDECAMARAS. Por el contrario, el Presidente de la República continúa diciendo públicamente que no dialogará con FEDECAMARAS. Por su parte, el Consejo Nacional de Economía Productiva designado por el Presidente en el mes de enero y al cual no convocó a FEDECAMARAS a participar, no muestra mayores avances.

A fin de poder generar un cambio positivo para el futuro de la República Bolivariana de Venezuela, la oradora culminó urgiendo que el Gobierno, trabajadores y empleadores lleguen a consensos básicos para la adopción de medidas concretas dirigidas a garantizar el empleo y el crecimiento económico del país. El sector empleador, y FEDECAMARAS como su principal representante, no cesa de mostrar su empeño en participar en el diálogo social. Las condiciones del país están dadas para justificar el apoyo de la OIT, activando su contribución y mecanismos de persuasión para lograr que la República Bolivariana de Venezuela cumpla con el Convenio, principalmente en lo concerniente al diálogo social.

El miembro gubernamental de México (Sr. MORALES VÉLEZ), hablando en nombre del GRULAC, agradeciendo la información brindada por el Gobierno relativa al cumplimiento del Convenio, observó que el informe de la Comisión de Expertos se limita a solicitar información adicional y no incluye un pronunciamiento específico respecto al presunto incumplimiento del Convenio. En su informe, la Comisión de Expertos hace

referencia a las informaciones presentadas por el Gobierno sobre la implementación de una nueva estrategia social apoyada en cuatro elementos clave: el empleo y la calidad del empleo, la atención de la educación, la garantía de una educación gratuita y de calidad, y la superación definitiva de la pobreza. En cuanto al empleo juvenil, el Gobierno informa que la tasa de ocupación de los jóvenes era del 87,2 por ciento, representando el 31,6 por ciento de la población total ocupada. Sobre el desarrollo de pequeñas y medianas empresas, el Gobierno indicó que ha concluido acuerdos mediante mesas de diálogo con el sector empresarial para el reimpulso del empleo productivo dando el apoyo financiero e institucional a los proyectos de creación de empresas. Sobre la participación de los interlocutores sociales, la Comisión de Expertos se limita a pedir ejemplos concretos. El orador confió en que el Gobierno seguirá presentando información actualizada respecto a la aplicación del Convenio.

La miembro gubernamental de Cuba (Sra. LAU VALDEZ) adhirió a la declaración de México pronunciada en nombre del GRULAC. El informe de la Comisión de Expertos de 2016 no menciona el incumplimiento del Convenio por parte del Gobierno, por lo que el caso tiene poco sustento técnico para ser incluido entre los casos de grave incumplimiento de convenios. Estimó que se puede avanzar hacia una solución a través de los mecanismos normales de control de la OIT ya que el Gobierno se ha comprometido en avanzar hacia la búsqueda de soluciones a través del diálogo social inclusivo. Expresó su convencimiento de que el Gobierno tiene la capacidad de presentar información que demuestre su cumplimiento del Convenio e instó a la Comisión a elaborar las conclusiones y cerrar el caso.

Le membre gouvernemental de la Mauritanie (M. T'FEIL BOMBE) a indiqué que les informations fournies par le gouvernement ont permis de prendre connaissance d'importants progrès réalisés par ce pays dans le domaine de l'emploi et de la lutte contre le chômage. Ces prouesses constituent l'aboutissement de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie sociale fondée sur les axes contenus dans le Plan de développement économique et social et qui considèrent comme des priorités la création d'emplois de qualité, ainsi que la

garantie d'une éducation gratuite et de qualité. L'orateur s'est référé à une série de mesures prises suite à des discussions tripartites afin de relancer la productivité et la création de l'emploi. L'orateur est d'avis que les conclusions de la commission doivent tenir compte des importants efforts déployés par le gouvernement.

El miembro trabajador de Cuba (Sr. NAVARRO) declaró que no estaba de acuerdo con que se siga discutiendo el caso de la República Bolivariana de Venezuela ante la Comisión ya que no existen fundamentos técnicos para ello. Señaló que las observaciones de la Comisión de Expertos relativas a los artículos 1 y 2 del Convenio no cuestionan los procedimientos ni el incumplimiento de un Convenio sino el modelo económico aplicado en el país en los últimos años. Estimó que la Comisión no es el lugar adecuado para dirimir conflictos sobre definiciones de sistemas económicos y políticos. Declaró que una parte de la organización de empleadores ha generado el caos y la crisis por desabastecimiento de productos y servicios en el país y cuestionó la posibilidad de impulsar una política de empleo teniendo a una parte del sector empleador dispuesto a someterse a pérdidas millonarias con el fin de contradecir el modelo económico establecido en 1999. Pidió a la Comisión que tuviera en cuenta estos elementos en el momento de adoptar las conclusiones relativas al caso.

An observer representing the International Organisation of Employers (IOE) (Ms KROMJONG) recalled that the Convention required ratifying Members to declare and pursue an active policy designed to promote full, productive and freely chosen employment and to take measures to apply the policy in consultation with workers' and employers' representatives. She stressed that productive and sustainable employment was the basis for decent work, wealth creation and social justice and that the encouragement of investments was a precondition for employment.

She emphasized that the social and economic situation in Venezuela was of deepest concern, not only for employers, but for the society as a whole. There were multiple challenges for establishing sustainable enterprises as well as for creating and maintaining

jobs, while there were no policies to boost investment, sustainable enterprises and employment. Price controls, along with the shortage of foreign exchange, led to acute shortages of basic goods. Inflation was very high, the GDP had shrunk dramatically in 2015 and extreme poverty had deteriorated to the worst levels since 15 years. Meanwhile, thousands of businesses had shut down, 256,000 jobs were lost and informality increased to 42.4 per cent.

She invited the Government to comply without delay with the provisions of the Convention both in law and practice by pursuing an active policy designed to promote full, productive and freely chosen employment, in consultation with the most representative workers' organizations and with FEDECAMARAS, in line with the numerous and unattended recommendations of the ILO Governing Body, the ILO supervisory bodies and the report of the tripartite high-level mission that visited the country in 2014.

El miembro trabajador de México (Sr. MEDINA TORRES) manifestó que el Convenio, ratificado por la República Bolivariana de Venezuela en 1982, se ha convertido, como muchos otros, en letra muerta ya que la legislación, por una parte, y la práctica, por otra, van en direcciones opuestas. A pesar de los repetidos llamamientos de la Comisión de Expertos en este sentido, el Gobierno sigue sin dar cumplimiento a las conclusiones de la Misión Tripartita de Alto Nivel que visitó el país en enero de 2014. Sin embargo, la aplicación de una política de empleo basada en la concertación con los interlocutores sociales contribuiría sin lugar a duda a un clima de paz laboral que la República Bolivariana de Venezuela requiere con urgencia. El orador afirmó adicionalmente que los Gobiernos deben velar por el cumplimiento de todos los convenios de la OIT ratificados y no focalizarse únicamente en los convenios fundamentales y que conviene defender la democracia y la libertad sindical en todos los países, sea cual sea el tipo de Gobierno.

El miembro empleador de México (Sr. MARTÍNEZ) recordó que el Convenio tiene su fundamento en el mandato de la OIT establecido por la Declaración de Filadelfia. Asimismo, la Declaración Universal de Derechos Humanos establece que toda persona tiene

derecho al trabajo y a la libre elección del trabajo en condiciones equitativas. Indicó que el Convenio requiere una política de empleo activa en consulta con las organizaciones de empleadores y de trabajadores. Declaró que la situación económica y social de la República Bolivariana de Venezuela es grave y que el diálogo social es una herramienta de gestión que ayudaría a solucionar graves problemas en el país y a crear las condiciones propicias para la inversión con el fin de generar empleo.

El miembro trabajador de Brasil (Sr. LEITE) exigió que el Gobierno dé una solución inmediata a la grave crisis humanitaria y social caracterizada por la falta de alimentos, medicinas y productos de primera necesidad. Si bien dicha situación golpea a toda la sociedad venezolana, afecta sobre todo a los más vulnerables y es necesario que el Gobierno fortalezca la libertad sindical, la negociación colectiva, el diálogo social y la democracia en el país y que cumpla con las normas internacionales del trabajo. El orador solicitó que la OIT profundice su acción en el país a favor del cumplimiento del Convenio y de otras normas y que preste atención a las reclamaciones presentadas por las centrales sindicales CTV, UNETE, CGT y CODESA.

El miembro empleador de España (Sr. SCHWEINFURTH) declaró que los empresarios españoles están preocupados por la aplicación del Convenio por parte de la República Bolivariana de Venezuela y expresaron su apoyo a FEDECAMARAS. La situación económica y social de la República Bolivariana de Venezuela se ha deteriorado en los últimos meses. El orador instó al Gobierno a brindar informaciones estadísticas fiables en cuanto al empleo, en particular el empleo juvenil y a poner en marcha políticas de empleo activas. Indicó que era una necesidad poner en práctica políticas de empleo sostenibles en el sector de las pequeñas y medianas empresas e iniciar el diálogo social con organizaciones de empleadores tales como FEDECAMARAS.

El miembro gubernamental del Estado Plurinacional de Bolivia (Sr. SUXO ITURRY) se sumó a la declaración realizada por el GRULAC y reafirmó la importancia que su Gobierno asigna al cumplimiento de las normas de la OIT. Lamentó que las razones

que obligan al Gobierno a comparecer ante esta Comisión no están fundamentadas en la aplicación de los convenios, sino en los intereses difusos que pretenden cuestionar a un Gobierno legítimo. Recordó que la responsabilidad de promover el trabajo decente y la generación de empleo también recae en los empleadores y lamentó la estigmatización de un Gobierno democrático. Valoró los esfuerzos del Gobierno en la promoción de políticas progresistas que apuntan a la ampliación de los derechos sociales de sus trabajadores, a la redistribución de los ingresos y a la promoción del trabajo decente. El orador concluyó invitando a la Comisión a hacer una evaluación equilibrada y justa de cada caso.

La miembro trabajadora de Paraguay (Sra. LEGUIZAMÓN) declaró que los artículos 2 y 3 del Convenio no requieren cualquier política de empleo, sino una que haya sido consensuada mediante el diálogo y la consulta tripartitos. Consideró que si se hubieran seguido las recomendaciones de la Misión Tripartita de Alto Nivel de la OIT que visitó el país en 2014, se hubieran ahorrado muertes, tragedias y desesperanzas. Estimó asimismo que se sigue careciendo de empleo productivo, lo cual aumenta la escasez y la falta de alimentos para toda la población. Por tal motivo, solicitó a la Comisión la inclusión en su informe de un párrafo especial que refleje la crisis sin precedentes que se vive en este país latinoamericano. Instó al Gobierno a promover un diálogo serio y respetuoso que posibilite la generación de empleos dignos y trabajo decente para todos, respetando la libertad sindical y la negociación colectiva, bases fundamentales para el progreso.

La miembro empleadora de Perú (Sra. ALJOVÍN GAZZANI) manifestó su profunda preocupación por la grave crisis económica que atraviesa el país e indicó que la superinflación constituye el impuesto más nocivo para los más pobres. Subrayando la violación del artículo 3 del Convenio, consideró que si existiera un auténtico diálogo social entre el Gobierno, los trabajadores y las organizaciones empresariales más representativas como FEDECAMARAS, la situación de los trabajadores sería muy distinta a la actual. Dirigió un llamamiento a la OIT para que empleara todos los mecanismos y herramientas a disposición para instaurar un verdadero diálogo social en el país.

El miembro trabajador de Colombia (Sr. GÓMEZ ESQUERRA) destacó que es indispensable que los interlocutores sociales formen parte activamente del diálogo conducente a la elaboración de políticas de empleo que estimulen el desarrollo económico. Estimó que esto no existe en la República Bolivariana de Venezuela. Lamentó que el Gobierno no atienda las recomendaciones de la Misión Tripartita de Alto Nivel que visitó el país en el año 2014 y que, a pesar de haber presentado una propuesta de plan de acción para el diálogo social ante la 326.^a reunión del Consejo de Administración, no haya realizado ninguna de las reuniones acordadas en tal ocasión. No puede haber políticas efectivas para promover el empleo productivo sin diálogo social. El empleo, el trabajo decente y el derecho al trabajo tienen por objeto satisfacer las necesidades de la clase trabajadora y de la población en general. Manifestó que los anuncios del Gobierno sobre presuntas políticas de empleo mientras los trabajadores se ven cada vez más empobrecidos no son útiles. En La República Bolivariana de Venezuela el denominador común es la precariedad y la escasez, situación aberrante si se tiene en cuenta que es el país más rico de la región.

El miembro empleador de Honduras (Sr. URTECHO LOPEZ) recordó que el Convenio establece que los Gobiernos deben obligatoriamente consultar con las organizaciones más representativas de los trabajadores y de los empleadores en la formulación de una política que fomente el empleo pleno, productivo y libremente elegido. El orador indicó que FEDECAMARAS es la organización de empleadores más representativa del país a nivel nacional. Por lo tanto, excluyendo a FEDECAMARAS de las consultas, el Gobierno está rechazando el diálogo social legítimo y efectivo. Los planes de empleo no han sido concertados con el sector empleador más representativo del país. Por tal razón, esta Comisión debería destacar esta situación en un párrafo especial de su informe dada la falta de cumplimiento del plan de acción que el Gobierno presentó en marzo de 2016.

The Government member of the Russian Federation (Mr MIRONOV), noting the observation of the Committee of Experts, welcomed the Government's readiness for a substantive and constructive cooperation with both the ILO and the social partners, including

FEDECAMARAS. Referring to the report adopted by the Committee of Experts, he stated that there was no specific information concerning non-compliance with the obligations under the Convention. In this regard, it was not clear for what reason the issue was included in the list of cases discussed by the Committee. With this in mind, he expressed concern over the regular attempts to politicize the work of the ILO by forcing a discussion on the compliance of international labour standards by the Bolivarian Republic of Venezuela. In conclusion, he expressed satisfaction with the level of cooperation between the Government and the ILO to ensure the implementation of international labour standards and hoped that this cooperation would continue.

The Government member of Belarus (Mr BOGOMAZ) noted the comprehensive approach concerning the implementation by the Government of the measures aimed at ensuring positive outcomes in relation to labour relations in the country. The speaker added that there seemed to be a lack of information on the alleged failure to comply with the Convention in the comments of the Committee of Experts, which only requested information in its observation. The speaker was of the view that the Government complied with the Convention. He indicated that the Government was actively cooperating with the ILO, in particular through the implementation of the provisions of the Convention into the national legislation. The speaker supported the work of the Government in relation to strengthening social dialogue under difficult economic conditions.

El miembro trabajador de Honduras (Sr. ZEPEDA) se refirió a los programas de empleo juvenil que el Gobierno está desarrollando en el marco de las transformaciones sociales, así como a los grandes avances en cuanto a protección social y defensa de los derechos de los trabajadores. Se mostró preocupado de que se discutiera una vez más el caso de la República Bolivariana de Venezuela ante la Comisión ya que el informe de 2016 de la Comisión de Expertos no menciona incumplimientos del Convenio por parte de la República Bolivariana de Venezuela sino que se limita a solicitar informaciones al Gobierno sobre sus políticas de empleo juvenil y de desarrollo de las pequeñas y medianas empresas así como

sobre la participación de los interlocutores sociales. La República Bolivariana de Venezuela tiene la más baja tasa de desempleo del continente americano y la más alta tasa de empleo juvenil. Por esto, se mostró preocupado de que algunos empleadores afiliados a FEDECAMARAS se dediquen a sabotear la obtención de bienes y servicios, cerrando sus empresas y despidiendo a centenares de trabajadores, mientras otras empresas afiliadas a la misma organización mantienen altos índices de productividad, respetan la estabilidad de los trabajadores y participan con el Gobierno y los trabajadores en el Consejo Económico Productivo, una instancia tripartita de producción.

The Government member of Egypt (Mr NAZMY) noted the measures taken by the Government in relation to the application of the Convention. The Government had adopted a national policy aimed at providing employment opportunities in the formal economy, reducing unemployment as well as reducing the number of workers in the informal economy. The speaker hoped that the ILO would provide the necessary technical assistance to the Government to help achieve the objectives enshrined in the Convention.

El miembro trabajador de Perú (Sr. PACHO QUISPE) firmó que el Gobierno lleva 15 años en el banquillo de los acusados en esta Comisión, suerte que comparte con otros gobiernos progresistas de la región como Cuba. Manifestó su sorpresa por el hecho de que sean FEDECAMARAS y la Organización Internacional de Empleadores (OIE) los que se preocupen por la situación de los trabajadores de la República Bolivariana de Venezuela mientras que en esta misma Comisión se oponen tenazmente a reconocer el derecho de huelga y no se manifiestan ante actos de represión cometidos por gobiernos que siguen otras orientaciones políticas y económicas. El caso bajo examen es por lo tanto de carácter político. Si la OIE y FEDECAMARAS, que aducen la falta de consulta en la República Bolivariana de Venezuela, tuvieran un real interés en los problemas laborales de los trabajadores, habrían denunciado los despidos masivos y la violación del derecho a la negociación colectiva imperante en otros países y habrían podido exigir también el respeto de la consulta previa en el caso de las medidas draconianas impuestas a Grecia. El orador

concluyó su intervención afirmando que este caso tiene la finalidad de derribar a un Gobierno democrático.

The Government member of China (Mr RONG), referring to the statements made by the Government and by GRULAC, noted that the Government had fulfilled its obligations under the Convention. The Government's efforts should therefore be recognized by the Committee.

Un observador representando a la Organización Mundial de Trabajadores (Sr. PALACIOS FLORES) señaló que hace cinco años que el Gobierno no acredita a los miembros de la Unidad de Acción Sindical y Gremial de Venezuela y a la Unión Nacional de Trabajadores (UNETE) ante la Conferencia Internacional del Trabajo. Por otra parte, subrayó que el Convenio es fundamental para el país, en particular dada la grave situación de desempleo. El Gobierno debería haber consultado con los interlocutores sociales la política de empleo, tal como lo solicitó la Misión Tripartita de Alto Nivel que visitó el país en enero de 2014. UNETE ha formulado recomendaciones en numerosas ocasiones, en particular en el marco del Plan de rescate de la producción nacional y el empleo. También se realizaron movilizaciones solicitando que se entablara el diálogo aunque no hubo respuestas. La producción nacional está amenazada, las empresas estatales están paralizadas y el sector privado enfrenta innumerables limitaciones, así como amenazas de intervención y expropiación. Las empresas que fueron estatizadas con la ayuda de los trabajadores se encuentran quebradas. Se ha despedido o se está por despedir a numerosos trabajadores por motivos políticos. Por otra parte, se ha criminalizado la protesta y se ha procedido a la detención de sindicalistas y dirigentes sindicales. El empleo productivo al que se refiere el artículo 1 del Convenio es una utopía, el salario ha sido substancialmente afectado por la devaluación. Más del 55 por ciento del salario se paga en bonos, y se ha vuelto al trueque, práctica abandonada desde hace décadas. Todas estas medidas han sido implementadas sin consulta con los trabajadores. Por estos motivos, solicitó la inclusión de la República Bolivariana de Venezuela en un párrafo especial del informe de la Comisión.

Le membre travailleur du Bénin (M. IKO) a déclaré que ce cas ne constitue pas réellement une violation de la convention, mais qu'il a plutôt pour but d'amener à la barre les gouvernements qui se refusent d'appuyer les intérêts privés et capitalistes afin de justifier des coups d'Etat, comme au Brésil. L'orateur a manifesté que les efforts des gouvernements progressistes doivent être encouragés. Les informations communiquées par le gouvernement démontrent les efforts soutenus par les travailleurs du Venezuela dans le domaine de l'emploi, de l'économie, dans le développement des PME et de la participation des partenaires sociaux. En conclusion, l'orateur a mentionné que la commission devrait encourager le gouvernement et qu'elle devrait s'intéresser plutôt aux gouvernements qui s'emploient à déréglementer la législation du travail et les acquis des travailleurs.

Le membre gouvernemental de l'Algérie (M. MERCHICHI) a salué les informations du gouvernement faisant état des actions menées et développées pour l'application de la convention. Une politique de l'emploi a été élaborée dans le cadre du Plan de développement économique et social visant à éliminer la pauvreté et à faciliter l'inclusion sociale. L'orateur a également mentionné que le plan avait généré la création de postes de travail appréciables et qu'il y avait eu des accords avec le secteur des entreprises en vue de la relance de l'emploi grâce au développement des PME. En conclusion, l'orateur a pris note avec satisfaction de la coopération du gouvernement avec l'OIT.

El miembro trabajador de Argentina (Sr. LARISGOITIA) recordó que según el informe de la Comisión de Expertos, el Gobierno no incumple el Convenio, sino que solamente se le reclama la adopción de un marco normativo y el envío de más información. Sostuvo que se está llevando a cabo una campaña de estigmatización de un gobierno democráticamente elegido con un objetivo desestabilizador a nivel nacional e internacional. Afirmó que no sólo la República Bolivariana de Venezuela está en crisis sino el mundo en su totalidad. Los denunciantes son los responsables del mantenimiento del empleo y no dudan en generar malestar social, cerrar las fuentes de empleo y financiar una campaña de desestabilización del país. El diálogo social requiere la voluntad de todas las partes y no se

puede desarrollar en un escenario de conflictos. Enfatizó que el Gobierno tiene la voluntad de generar un espacio de diálogo social para construir la democracia.

The Government member of the Islamic Republic of Iran (Mr ALAMIPOUR), thanking the Government for the information provided, emphasized that the measures taken deserved due consideration by the Committee, as they demonstrated the willingness and commitment of the Government to comply with the Convention. Stressing that the Convention entailed a series of technical aspects for its implementation, he called on the Office to provide technical assistance to the Government.

The Worker member of Syria (Mr ALABDUL WAHAB) supported the statement made by the Government and considered that this case revealed a political dimension. The Government had regularly submitted reports on the application of the Convention and the Committee of Experts had not mentioned any violation concerning the application of the Convention in its last observation. In its comments, the Committee of Experts referred to the implementation of a strategy which focused on five key elements, namely: employment; employment quality; provision for education; the guarantee of free, high-quality education; and the definitive elimination of poverty. Moreover, between 2000 and 2014 one third of new jobs created were in the formal economy. Referring to the sections in the observation on SMEs, youth employment and the participation of the social partners, the speaker concluded by indicating that the Committee was faced with a case that had been chosen for political reasons and which constituted an attack on the Government by FEDECAMERAS.

The Government member of Qatar (Mr AL-SADDIQI) thanked the Government for the information provided before the Committee. He welcomed the measures taken by the Government in order to comply with the Convention and encouraged the Government to continue with its efforts in this regard.

El miembro trabajador de Uruguay (Sr. GAMBERA) observó que si bien todos los miembros de la Comisión coinciden en constatar que la República Bolivariana de Venezuela

atraviesa un momento especialmente difícil, divergen las lecturas de esta situación. La grave inflación que afecta a los trabajadores del país no debe sorprender a nadie en una situación en la cual ciertos actores económicos esconden las mercancías. El orador se sorprendió de la importancia reconocida por los miembros empleadores a los órganos de control de la OIT en este caso, posición diametralmente opuesta a aquella que asumen habitualmente. Manifestó que el interés demostrado por los empleadores en la consulta debería concretarse en una propuesta de consulta sobre el reparto de las riquezas. Afirmó finalmente que los trabajadores de Uruguay se mantendrán totalmente ajenos a la iniciativa de presentar una queja en virtud del artículo 26 de la Constitución de la OIT en relación con la República Bolivariana de Venezuela.

Un miembro empleador de Chile (Sr. BOBIC CONCHA) señaló que el Gobierno no respeta el artículo 3 del Convenio relativo a la adopción de una política activa destinada a fomentar el pleno empleo productivo y libremente elegido, en la medida en que no consulta a FEDECAMARAS, que constituye la organización de empleadores más representativa del país. Esto ha tenido efectos negativos en el empleo, lo cual ha sido reconocido por el Presidente de la República, quien declaró el estado de excepción con la consecuente limitación de las garantías constitucionales. La República Bolivariana de Venezuela vive una situación de escasez de trabajo decente: los trabajadores ya no perciben salarios que les permitan satisfacer sus necesidades básicas sin recurrir a un subsidio del Estado. Tampoco gozan de un sistema de protección social adecuado, ya que la tasa de informalidad laboral es muy elevada. Se asiste a una progresiva destrucción de las empresas privadas debido a la mala gobernanza, la ausencia de diálogo y la falta de un entorno jurídico y reglamentario propicio, elementos que constituyen las condiciones mínimas de sostenibilidad de las empresas acordadas en 2007 en el seno de la OIT. La OIT debe intervenir con todas sus herramientas para contribuir con el Gobierno y los interlocutores sociales a la elaboración de políticas de empleo que sean el resultado de un verdadero diálogo social.

El miembro gubernamental de Brasil (Sr. RODRIGUES SOARES), haciendo uso de su derecho de respuesta, manifestó que ciertas opiniones incorrectas expresadas durante la discusión hacen necesarias algunas aclaraciones respecto del juicio del cual es objeto la Presidenta de Brasil. El proceso en curso respeta rigurosamente las normas y procedimientos legales de Brasil bajo la supervisión del Tribunal Superior Federal, el cual garantiza el respeto a la Constitución y al debido proceso. Hasta la fecha, la Cámara de Diputados y el Senado Federal se han pronunciado sobre la admisibilidad del juicio y han constatado la existencia de evidencias de posibles crímenes de responsabilidad. Las votaciones han sido precedidas de amplios debates de fondo y el conjunto del proceso se caracteriza por el pleno respeto del derecho de defensa.

El representante gubernamental (Sr. RIVERO) indicó que la Comisión de Expertos no señala en su informe ningún incumplimiento del Convenio por parte del Gobierno sino que únicamente solicita ejemplos o informaciones adicionales al respecto. A pesar de ello, se incluyó a la República Bolivariana de Venezuela en la lista de casos individuales, sin esperar que esa información y ejemplos fueran aportados en la próxima memoria sobre el Convenio. Esto prueba que por sobre las consideraciones técnicas, prevalecieron los fundamentos políticos de los empleadores, y específicamente de FEDECAMARAS, organización que utiliza la institucionalidad de la OIT en pos de sus intereses particulares. Sostuvo que FEDECAMARAS actúa a menudo más como una organización política que como un gremio empresarial y afirmó que la cúpula de esa organización apoya la parálisis de la empresa más grande de producción de alimentos en la República Bolivariana de Venezuela.

Afirmó que contrariamente a lo que señalan los miembros empleadores, en la República Bolivariana de Venezuela existe un diálogo social. Todas las semanas se reúnen los empresarios más prominentes, incluso muchos representantes de empresas, cámaras y federaciones afiliadas a FEDECAMARAS, y discuten políticas de interés nacional junto con el Gobierno y la central mayoritaria de trabajadores. Indicó que su Gobierno ha manifestado

en varias oportunidades que quiere dialogar, pero en un marco de respeto a la legalidad aunque consideró que dicho diálogo será muy difícil mientras una fracción de esa organización de empleadores continúe amparando empresas que sabotean y desestabilizan la economía del país y perjudican al pueblo venezolano.

El orador afirmó que se presentaron cifras y estimaciones de fuentes no oficiales y tendenciosas, por lo que su Gobierno las desconoce. La baja en los precios del petróleo ha impactado negativamente en el país, así como el sabotaje a la producción y a la economía llevada a cabo por algunos empleadores, incluida una fracción de FEDECAMARAS. En el seno del Consejo Nacional de Economía Productiva, instancia de diálogo social para desarrollar políticas e impulsar la economía venezolana en consulta con representantes de empleadores y de trabajadores, se han presentado propuestas por parte del empresariado, tales como las relativas al régimen cambiario, la disminución de los trámites para exportar, la repatriación de capitales y la flexibilización impositiva, entre otras. De este modo, los empresarios con mayor fuerza económica en el país y que apuestan por el fortalecimiento de la economía venezolana, la central de trabajadores mayoritaria y el Gobierno están comprometidos a transformar el aparato productivo nacional, para hacerlo más diversificado y menos dependiente de la renta petrolera.

El orador expresó su esperanza de que las conclusiones sobre el caso, producto del amplio debate, sean objetivas y equilibradas, sin consideraciones negativas en contra del Gobierno, lo cual permitirá su análisis bajo un mejor enfoque en el marco del cumplimiento del Convenio. Confió en que no habrá necesidad de que este caso vuelva a ser considerado por la Comisión, ya que compete a la Comisión de Expertos hacer el seguimiento del mismo. Reafirmó el compromiso de su Gobierno con el cumplimiento del Convenio y con los demás convenios de la OIT ratificados por su país y recordó que el Gobierno no privilegiará los intereses privados en perjuicio de la clase trabajadora y del pueblo venezolano.

The Worker members (Mr LEEMANS), thanking the Government for the detailed information provided to the Committee, welcomed the achievements of the Government in

reducing poverty and inequality, and in increasing citizen participation and self-governance, particularly all efforts made in order to promote decent work as a means to achieve social justice. However, they said that the economic and political crisis could jeopardize such important achievements, as workers and their families were paying the price of the crisis.

Taking note with interest of the commitments made by the Government concerning informal and precarious work, they indicated that the reduction of the share of informal work from 51.6 per cent in 2004 to 41.2 per cent in 2015 was an important development to be welcomed by the Committee. They invited the Government to continue to provide information in this regard and to follow the provisions of the Transition from the Informal to the Formal Economy Recommendation, 2015 (No. 204).

As unemployment was more severe among young people, he recalled that the Committee of Experts requested the Government to implement policies aimed at minimizing the impact of unemployment on young workers and facilitating their integration in the workforce with respect to fundamental rights at work and social protection.

Recalling that the Government had agreed in the previous Governing Body session to a detailed timetable in order to re-establish tripartite dialogue and to deal with matters relating to industrial relations including economic policy, he took note with concern that no tangible progress had been made in that regard.

Taking into full consideration the observations of the Committee of Experts, the Worker members urged the Government to: (i) establish a structured body for tripartite social dialogue in the country and take immediate action to build a climate of trust based on respect for employers' and trade union organizations with a view to promoting solid and stable industrial relations; and (ii) urgently implement all commitments made in the past Governing Body session as to follow the plan of action for consultation with social partners, including stages and specific time frames for its implementation.

Los miembros empleadores (Sr. ECHAVARRÍA) resaltaron el gran interés destacado por este caso y pusieron en evidencia tres aspectos relacionados con la falta de aplicación del Convenio. Si bien, en virtud del artículo 1 del Convenio, los gobiernos deben estimular el crecimiento y el desarrollo económico, se nota más bien lo contrario en la República Bolivariana de Venezuela. En virtud del artículo 2 del Convenio, se deben revisar las medidas económicas y sociales para asegurar su coordinación. Sin embargo, llevar a cabo dicha revisión requiere de un diálogo social genuino, el cual no se puede dar en el Consejo Nacional de Economía Productiva en donde no pueden participar los actores que tienen una voz distinta de la del Gobierno. El artículo 3 del Convenio prevé finalmente que la política de empleo sea consultada con los interlocutores sociales. A este respecto, el compromiso expresado por el Gobierno en marzo de 2016 no se ha concretado, lo cual constituye una clara violación del Convenio.

El orador manifestó que las conclusiones de la Comisión respecto de este caso deberían incluir: i) la constatación compartida por el portavoz de los trabajadores de que el deterioro de los indicadores económicos afecta a la mayoría de la población del país y al desarrollo de los negocios; ii) la necesidad de implementar medidas urgentes para estimular el crecimiento y el desarrollo económico; iii) la necesidad de que se revisen periódicamente las medidas adoptadas en materia de políticas económicas y sociales en consulta con los interlocutores sociales, incluyéndose a la CTV, UNETE y FEDECÁMARAS; iv) la solicitud de que se desarrolle una política de empleo en plena consulta con los interlocutores sociales, incluyéndose a la CTV, UNETE y FEDECÁMARAS; v) la invitación a que el Gobierno acepte una Misión de Alto Nivel para constatar las medidas tomadas para dar aplicación al Convenio, y vi) incluir este caso en un párrafo especial del informe de la Comisión.

(...)

The sitting closed at 6.10 p.m.

La séance est levée à 18h10.

Se levantó la sesión a las 18.10 horas.